

## **R-1 DU COMITÉ DIRECTEUR : STOP À UNE POLITIQUE BUDGÉTAIRE QUI NE SERT QUE LES PLUS RICHES, OUI À UNE POLITIQUE FINANCIÈRE AU SERVICE DE LA POPULATION !**

Limiter les dépenses puis alléger la fiscalité, ou alléger la fiscalité, puis limiter les dépenses : telle est le maître-mot de la majorité bourgeoise. Budget après budget, cette logique circulaire sert une politique favorable aux plus riches et néfaste pour celles et ceux aux revenus faibles ou moyens, pour les familles, pour la classe moyenne, pour les travailleuses et travailleurs.

Le schéma est toujours le même. D'abord, un budget artificiellement serré impose des coupes dans les prestations publiques — santé, éducation, mobilité, social —, qui pèsent directement sur le pouvoir d'achat de la population. Puis, lorsque les comptes s'avèrent finalement positifs, ces excédents servent de prétexte à de nouveaux allègements fiscaux, qui réduisent encore les moyens de l'État. Et le cycle recommence.

Cette idéologie néolibérale s'incarne dans les récentes décisions politiques : la réforme fiscale récemment adoptée par le Grand Conseil coûtera 70 millions au canton et 24 millions aux communes. La suppression de la valeur locative, elle, privera les finances publiques d'environ 70 millions de francs. Une compensation par un impôt sur les résidences secondaires est évoquée, mais déjà combattue par les mêmes forces politiques qui grèvent les recettes de l'État. Quant au « paquet de démantèlement 2027 », conséquence du rapport Gaillard, il ne fait qu'annoncer de nouvelles coupes dans les budgets publics.

Derrière ces chiffres se cachent des conséquences bien concrètes : un personnel infirmier sous pression, des classes surchargées, des infrastructures sportives et culturelles vieillissantes, et des services publics qui disparaissent peu à peu des vallées. Toute la population en pâtit, tôt ou tard.

Cette politique s'appuie sur une sous-estimation chronique des recettes fiscales. Le budget 2026, par exemple, ne prévoit aucune distribution des bénéfices de la BNS. Sous couvert de prudence, le canton planifie systématiquement à la baisse pour justifier ensuite des coupes dans les services, avant d'annoncer des chiffres noirs — aussitôt prétexte à de nouveaux cadeaux fiscaux. Entre 2020 et 2024, l'erreur budgétaire moyenne du canton atteignait 2,72 %, avec un pic à 4,92 % en 2024<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> « Analyse des finances cantonales — Budget 2026 / PFN 2027-2029 ». Union syndicale suisse, octobre 2025.

À en croire la majorité bourgeoise, ces baisses d'impôts stimuleraient l'économie et profiteraient à toutes et tous. C'est une fiction. Les faits démontrent l'inverse : les allègements fiscaux enrichissent les plus aisé-es sans relancer l'économie réelle. La fortune des 300 personnes les plus riches du pays a doublé en vingt ans pour atteindre plus de 830 milliards de francs, tandis que salaires et rentes stagnent. En Valais, l'écart salarial entre femmes et hommes demeure d'environ 18 %<sup>2</sup>. Près de 20 000 personnes, soit 6,4 % de la population, vivent sous le seuil de pauvreté, et 8,6 % risquent d'y tomber<sup>3</sup>. La croissance économique ne garantit pas la justice sociale — seule la redistribution le permet.

Pourtant, toute proposition d'augmentation des recettes publiques se heurte à un mur idéologique. Le Parti socialiste du Valais romand refuse ce tabou. Nous affirmons qu'une politique financière juste doit servir la population : **de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins.**

L'essence de notre démocratie est d'offrir à toutes et tous des prestations publiques de qualité, accessibles et diversifiées. Cela suppose que chacun-e contribue équitablement à la prospérité collective — personnes physiques comme personnes morales.

Nous en sommes convaincu-es : la politique néolibérale menée ces dernières années au profit du capital et des grandes fortunes doit être corrigée. Il est temps de lever le tabou des recettes, pour renforcer les services publics et les prestations de l'État — sans alourdir la charge des personnes aux revenus modestes ou moyens, des familles, de la classe moyenne, des travailleuses et travailleurs.

## Revendications

Le Parti socialiste du Valais romand émet les revendications suivantes :

### Justice fiscale

- **Une progressivité fiscale plus juste des personnes physiques** : la progressivité de l'impôt doit être renforcée. Les personnes les plus aisées doivent contribuer de manière équitable au fonctionnement de l'État, afin de soulager le reste de la population tout en garantissant des prestations publiques de qualité. Le plafonnement actuel, particulièrement bas, ne permet en aucun cas une justice sociale ;
- **Une imposition correcte de la fortune** : l'argent ne travaille pas, nous, oui. L'injustice fiscale en vigueur entre la taxation du capital et la taxation du travail doit être combattue, car celle-ci contribue de manière particulièrement forte à l'accroissement des inégalités ;
- **Une taxation équitable des entreprises** : ces dernières décennies, les politiques visant à servir cadeaux fiscaux sur cadeaux fiscaux aux entreprises se sont multipliées. Or, les entreprises profitent de la qualité de la vie, des infrastructures, des offres de formation, ou encore de la sécurité en Valais. Ces prestations sont financées

---

<sup>2</sup> Office fédéral de la statistique, 2020.

<sup>3</sup> <https://www.lenouvelliste.ch/valais/pres-de-20000-personnes-sous-le-seuil-de-la-pauvrete-en-valais-7-chiffres-pour-mieux-comprendre-1429252>

par l'État, et la contribution des entreprises doit non seulement participer à leur maintien, mais également permettre leur développement ;

- **Une lutte efficace contre la criminalité fiscale et financière** : selon les estimations récentes, la fraude fiscale fait perdre des dizaines de milliards de francs aux collectivités publiques en Suisse, et celle-ci est en augmentation<sup>4</sup>. La lutte contre la fraude doit être recentrée sur celle qui coûte réellement aux collectivités.

#### Finances publiques responsables

- **Une politique budgétaire responsable et fondée** : les écarts grandissant entre budgets et comptes doivent être réduits et les calculs améliorés, afin de garantir une planification financière qui ne serve pas d'outil idéologique aux politiques de démantèlement ;
- **Les distributions des bénéfices de la BNS doivent être garanties** : l'incertitude autour du versement des bénéfices de la BNS met à mal la planification financière des cantons. Le Valais doit s'engager pour une réforme du système en vigueur, visant à garantir une stabilité des distributions à moyen terme ;
- **Une réforme du double frein à l'endettement** : le double frein à l'endettement est aujourd'hui un instrument d'une rigidité dépassée, qui empêche les investissements nécessaires à la prospérité du Valais. Il doit être réformé.

#### Protéger et développer les services publics

- **Les pertes fiscales à venir doivent être compensées** : le Valais a dit non à la suppression de la valeur locative, qui est cependant passée au niveau national. Les pertes à venir, difficilement supportables, ne doivent en aucun cas servir de prétexte à un nouveau cycle de démantèlement des prestations publiques ;
- **Rejet de toute politique de démantèlement** : le PS s'engage pour des prestations publiques de qualité pour toutes et tous. Il rejette catégoriquement les attaques systématiques contre le service public et lutte pour son extension dans l'intérêt de la population.

---

<sup>4</sup> <https://kpmg.com/ch/fr/media/press-releases/2023/07/fraud-barometer.html>